

# LES LENDEMAINS DE LA GRENADE :

La politique américaine dans les Caraïbes. Par Patrick Keatley

■ L'histoire nous enseigne que, faute d'avoir su situer leurs intérêts nationaux, les chefs de gouvernement n'ont, par conséquent, pas toujours été en mesure de déterminer où ils devaient exercer des pressions géopolitiques.

■ Après quelques mois passés à voyager dans les États démocratiques anglophones des Antilles, j'en suis venu à la conviction intime que le gouvernement Reagan est l'un de ceux à avoir commis cette erreur élémentaire. Il suffit, pour s'en persuader, d'étudier la stratégie qu'il a mise en oeuvre dans les pays de cette région.

La déclaration que m'a faite le premier ministre de l'un des États insulaires de l'Archipel illustre parfaitement mon propos. "Le président Reagan," m'a-t-il indiqué, "pratique en quelque sorte la diplomatie du boomerang. En effet, toutes les actions entreprises dans la région sur les ordres de Washington par des missions américaines débouchent systématiquement sur des résultats contraires aux buts poursuivis. Pour vous donner un exemple, l'intervention américaine de 1983, initialement conçue pour servir de bouclier contre la pénétration du marxisme dans le bassin des Caraïbes, se retourne aujourd'hui contre nous. Si l'objectif premier des Américains était de protéger la stabilité de nos petites démocraties et d'empêcher qu'elles glissent à gauche, comme ce qui s'est produit à la Grenade, ils n'ont pas du tout choisi la bonne méthode."

J'ai préféré taire le nom du dirigeant qui m'a fait cette déclaration, car jusqu'à présent, les premiers ministres des pays des Caraïbes membres du Commonwealth ne tenaient pas, et nous le comprenons, à faire de leur guerre diplomatique avec Washington une "affaire publique". Tous, à l'exception notoire de M. James Mitchell, premier ministre de Saint-Vincent ayant fait ses études

au Canada, ont accepté de participer au pseudo "Triomphe Romain", mis en scène en février dernier au Queen's Park de la Grenade et d'y jouer le rôle de figurant qui leur avait été attribué. Tous les premiers ministres présents se sont poliment regroupés autour de Reagan pour l'inévitable photographie; seul manquait M. George Chambers, le dirigeant de Trinidad, qui s'est excusé à la dernière minute.

Quelques semaines plus tard, lors de mon passage à Trinidad dans le cadre de ma tournée, l'absence de M. Chambers à cette manifestation m'a été expliquée de façon assez ironique par un éminent rédacteur de la région qui m'a déclaré: George ne tenait pas à faire figure de Caractacus à la veille d'une élection."

Il semble que les mêmes raisons aient conduit le dirigeant de Saint-Vincent, M. Mitchell, à se trouver un bon prétexte pour ne pas assister du tout au sommet de la Grenade. Certains hommes politiques acquièrent un sixième sens qui les met en garde contre les dangers que présente la participation à de telles manifestations. J'ai visité au total une douzaine de capitales antillaises et chaque fois, j'ai eu l'impression que la "bénédiction" de Ronald Reagan n'était plus, pour ces dirigeants, l'atout électoral de jadis. En fait, il apparaît aujourd'hui que le sommet de la Grenade a plutôt nui à leur réputation, compte tenu de la façon dont le président américain les a personnellement associés à sa croisade anti-marxiste en Amérique centrale.

En février dernier, quelque 40 000 Grenadins se sont rassemblés sur un terrain de cricket poussiéreux malgré un soleil de plomb, pour accueillir au son d'un calypso, l'"Oncle Reagan", "le Libérateur". L'appari-

tion de MM. Reagan, Shultz et Weinberger a été saluée par un tumulte d'acclamations, *a priori* très flatteur pour ces trois personnalités. Je ne doute pas que les Grenadins soient encore infiniment reconnaissants aux Américains de leur avoir envoyé, en octobre 1983, une division aéroportée de l'Armée pour les arracher des griffes d'un gouvernement autoritaire à parti unique. Ils ont applaudi chacune des paroles de ce *deus ex machina* qui leur est apparu en chair et en os, véhiculé en l'occurrence dans une limousine à l'épreuve des balles.

Mais comme ce fut le cas pour la photo souvenir, certaines paroles prononcées ce jour-là ont déjà, pour les dirigeants antillais qui entouraient le président Reagan à la Grenade, des effets "boomerang". Même le magazine *Time*, d'allégeance on ne peut plus républicaine, n'a pas hésité à mettre ses lecteurs en garde:

"En fait, le discours prononcé par le président Reagan à la Grenade était destiné aux Américains. Les cinq heures qu'il a passées à la Grenade dans le cadre d'une visite tout à fait extravagante, mais néanmoins parfaitement orchestrée, sont finalement devenues la clé de voûte d'une campagne de publicité à l'appui de ce que l'on appelle désormais la Doctrine Reagan, celle qui consiste, pour les États-Unis, à appuyer tous les "résistants" luttant dans le monde entier contre les gouvernements aidés par l'Union soviétique. En s'adressant à la foule de Queen's Park, le président Reagan ne s'est pas contenté de célébrer la liberté retrouvée à la Grenade; il a profité de l'occasion pour décrier l'oppression qui sévit au Nicaragua."

Quant au correspondant du *London Guardian* à Washington, il a donné de l'événement le compte rendu suivant:

"Malgré les témoignages de loyauté parfois exagérés dont elle a gratifié M. Reagan, la délégation des dirigeants des Antilles anglophones, présidée par le premier ministre de la Grenade, M. Herbert Blaize, n'a rien pu retirer de ce sommet.

"Les premiers ministres ont eu droit au plaidoyer passionné que leur a fait le président Reagan pour dé-

fendre l'aide aux *contras* luttant contre le gouvernement sandiniste du Nicaragua. Mais cette cause ne semble pas avoir suscité chez eux une quelconque réaction, et pour cause, puisque les 100 millions de dollars que le président américain réclame au Congrès pour financer l'aide aux *contras* l'année prochaine représentent un montant supérieur à l'aide économique totale accordée par les États-Unis aux Antilles au cours des deux dernières années."

Cette dernière critique trouve aussi un écho dans le reportage du *Time* qui va jusqu'à parler de la "rhétorique trompeuse du président" et de ses prédictions optimistes quant à l'avenir de la région des Caraïbes, "qui va très bientôt attirer une foule d'entrepreneurs américains... Il est très encourageant de constater ce à quoi peut donner lieu un environnement où l'on favorise le développement de la libre-entreprise."

Toujours dans le même article, on peut lire:

"Reagan s'est montré optimiste trop vite. En effet, les 74 millions de dollars versés par les Américains au cours des deux dernières années n'ont guère modifié la situation économique de la Grenade, par rapport à ce qu'elle était avant 1983. Les problèmes que connaissait l'île sous la tutelle marxiste sont restés les mêmes: la faiblesse des investissements étrangers, le manque d'efficacité des infrastructures de communications et des réseaux électriques; un taux de chômage élevé: 30 p. 100 pour l'ensemble de la population active et 60 p. 100 parmi les jeunes. À l'origine, la Grenade devait être l'un des principaux bénéficiaires de l'Initiative pour le bassin des Caraïbes, présentée par M. Reagan en 1983... Or l'année dernière, les exportations antillaises à destination des États-Unis ont chuté de 23 p. 100."

Le *Washington Post* a choisi la semaine du voyage de M. Reagan à la Grenade pour publier un reportage sur cette initiative, et il en a qualifié les résultats de "mitigés". L'étude précisait notamment que les importations en provenance des Antilles avaient diminué, alors qu'on avait, au